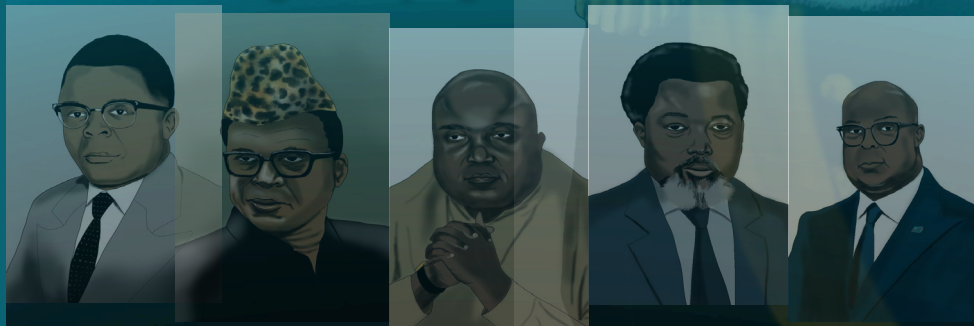


R É C I T I L L U S T R É

65 ans

# D'INDÉPENDANCE

Un héritage - 5 pages - une alternative



UN RECIT ÉCRIT PAR  
JEAN JACQUES KALOMBO T.

ILLUSTRATION  
YVES MUTUBA



# 65<sup>ans</sup> D'INDÉPENDANCE

*Un héritage - 5 pages - une alternative*





## AVANT PROPOS

Soixante-cinq ans après sa proclamation d'indépendance, la République Démocratique du Congo (RDC) peine encore à trouver la voie du développement. Selon la Banque mondiale, elle figure parmi les cinq pays les plus pauvres de la planète.

Dans les pages qui suivent, nous avons choisi d'allier poésie et narration pour revisiter certains épisodes marquants de l'histoire congolaise. À travers ces récits, nous proposons des pistes de réflexion pour relever les défis majeurs auxquels le pays est confronté. Notre ambition est modeste : contribuer, à notre échelle, aux efforts des institutions publiques qui œuvrent pour un développement économique durable, pour une paix solide et pour le rétablissement d'une dignité trop souvent bafouée.

En évoquant les anciens présidents congolais et l'actuel chef de l'État, nous ne cherchons pas à juger leurs actions. Notre objectif est plus large : mettre en lumière un aspect essentiel de ces 65 années d'indépendance. Comment l'élite congolaise a-t-elle envisagé — ou non — la construction d'un système sociétal postcolonial ? C'est cette question, souvent

négligée, que nous explorons ici.

Nous sommes conscients de la complexité extrême de cette question, qui exige une approche rigoureuse et concertée de la part des économistes, des sociologues et des philosophes que compte le pays.

Sans prétendre offrir une interprétation définitive des actions de nos dirigeants, nous proposons une lecture systémique des événements marquants de notre histoire.

Nous analyserons ainsi certaines déclarations et actions présidentielles, en les replaçant dans le contexte plus large de la construction d'une société du savoir — un impératif pour l'avenir de la RDC.

Notre approche, à la fois créative et nécessairement subjective, se veut une tentative pour dépasser les schémas traditionnels. L'objectif ? Esquisser une alternative organisationnelle capable de soutenir le développement économique du pays.

« 65 ans d'indépendance : un héritage, cinq pages, une alternative ».

Ce texte explore l'héritage colonial, analyse cinq moments clés à travers le prisme des actions ou des écrits de cinq présidents, et propose une alternative concrète pour un Congo résolument tourné vers

l'avenir. Une vision ambitieuse : celle d'un pays en marche vers la construction d'un nouveau système sociétal, plus juste et plus prospère.

Jean Jacques KALOMBO TSHIBELU



Malgré la brutalité et les crimes commis par les troupes coloniales sous Léopold II, la République Démocratique du Congo (RDC) est née d'un héritage complexe, marqué par la violence mais aussi par la résistance. Ce n'est pas à un seul homme, aussi controversé soit-il, que le Congo doit son existence en tant que nation, mais à la volonté collective de ses peuples, unis malgré les divisions imposées par l'histoire.

Par des méthodes souvent brutales et discutables, la colonisation a regroupé des régions et des communautés aux langues, cultures et traditions distinctes. Pourtant, de cette diversité est né un peuple, non pas homogène, mais uni dans une âme commune — une âme forgée sous le joug colonial, mais nourrie par le désir ardent de s'en affranchir.

Cette âme exhale à la fois la volonté d'édifier un avenir partagé et la douleur vive lorsque le Congo est blessé dans sa chair ou dans sa dignité. Elle est le ciment d'un peuple multiculturel, mais solidaire, qui se pose les mêmes questions fondamentales, même si les réponses peuvent parfois le diviser.

Opposés par les circonstances, les Congolais traversent ensemble les disputes, les querelles fraternelles et les tempêtes des parcours tumultueux.



Pourtant, rien ne parvient à briser ce lien invisible,  
tissé par l'histoire et la résilience.

Les Congolais se déchirent,

Mais ne se séparent jamais.

Ce qui les unit est plus puissant que ce qui les divise : Ils restent ensemble, malgré les injures et les haines passagères.

Leur désir de porter le Congo, comme nom et comme identité, n'a jamais faibli.

Ils s'affrontent parfois, mais jamais par principe.

Leur soif de revanche sur l'histoire, ainsi que leur volonté de laver les humiliations subies en tant que peuple et nation, n'ont jamais été aussi intenses.

Quand leur regard se tourne vers l'avenir,

Leur foi devient la source de leur force intérieure.

Imprévisibles, irréductibles,

Ils déjouent complots et catastrophes annoncées.

Les épreuves endurées nourrissent leur rêve commun :

S'épanouir, enfin, sur leur propre terre.

Mais comment prospérer dans un système conçu pour les exploiter ?

Comment se développer au sein d'institutions destinées à les contrôler ?

Ils doivent commencer par lutter pour la liberté.  
Ensemble, ils se sont battus pour le droit de décider  
de leur avenir.

Peu importe leur origine ethnique ou tribale,  
Peu importe leur foi ou leurs convictions :  
Désormais, un seul mot résonne en eux, sans cesse :  
LIPANDA ! (Liberté !)

Ces cris, autrefois étouffés, se transforment en un  
vacarme tonitruant —Un son si puissant que l'oreille  
du colonisateur ne peut plus le supporter.

Les héritiers de Léopold II hésitent :

— Il faut partir !

— Non, nous avons trop à perdre.

La tension est palpable. Ils se murmurent, encore :

— Nous devons partir, tout nous échappe !

— Non, c'est impensable !

Finalement, ils choisissent de partir sans partir :

De s'en aller seulement quand l'impossible devien-  
dra la seule issue.



Le 30 juin 1960, le Congo accède enfin à l'indépendance. Loin des liesses populaires et des rêves naïfs — ceux qui imaginaient un transfert immédiat des privilèges coloniaux vers les Congolais — Joseph Kasa-Vubu découvre, dans la douleur, la complexité du pouvoir. Il hérite d'un système sociétal qu'il n'a pas construit, conçu pour une seule finalité : l'exploitation du Congo au profit de la Belgique.

Dès la proclamation de l'indépendance, une tentative de mise à jour systémique s'amorce: le système colonial résiste. Il se cache dans l'ombre. Dans les coulisses du pouvoir, entre drames politiques et comédies d'influence, il continue de tirer les ficelles. Les objectifs restent les mêmes — exploiter les ressources, contrôler les leviers de décision —, seuls les acteurs changent.

L'homme qui incarnait l'exigence d'une « indépendance immédiate » se retrouve désormais face à une réalité écrasante : 15,3 millions de Congolais dont l'avenir dépend de ses décisions; un territoire de 2 345 410 km<sup>2</sup>, regorgeant de ressources naturelles convoitées.

Le militant intrépide doit désormais gouverner. Le fruit de son combat acharné est là, devant lui, avec son cortège de défis immenses et de responsabilités écrasantes.

La lutte pour l'indépendance appartient désormais à l'histoire.

Maintenant que le Congo a accédé à l'indépendance, le plus dur reste à venir. La population réclame du pain, des conditions de vie décentes. Kasa-Vubu s'interroge : « Par où commencer ? »

Le temps des illusions est court.

Pendant qu'il réfléchit, le Congo s'enfonce dans la guerre et l'incertitude.

Le colonisateur, lui, ne lâche rien.

Il refuse de voir son système mourir.

Son objectif ? Garder la mainmise sur les moyens de production, ne laissant à Kasa et aux anciens évolués que le loisir de parader en cravate dans les rues de Léopoldville, le titre pompeux de « Son Excellence » accroché à leur veston comme une médaille creuse.

Le Congo tente désespérément de résister.

Le trop dérangeant Lumumba est cruellement assassiné.

Le message est clair : le capitalisme belge ne recule pas. Le Congo sera bien « indépendant », mais sans contrôle sur ses ressources. Son économie reste sous le joug belge. Au peuple, on laisse les chants, les danses, les emplois subalternes et les murmures de la résignation: le pays est libre sur le papier, mais toujours enchaîné.

D'autre part, à son indépendance en 1960, la République Démocratique du Congo hérite d'un État moderne conçu par et pour la Belgique. Pourtant, le pays manque cruellement de cadres locaux capables d'en assurer la gestion. Sans ressources suffisantes pour décrypter les mécanismes d'un système administratif complexe, encore moins pour en imaginer un autre, le Congo se retrouve prisonnier d'une dépendance structurelle.

La «coopération technique» belge, présentée comme un soutien, perpétue en réalité cette dépendance. Les Congolais sont formés et encadrés par des experts belges — leurs indispensables Noko — qui défont eux-mêmes les savoirs à transmettre. Ce sont les anciens colonisateurs qui décident ce qui est «approprié» ou «juste» pour leurs anciens «indigènes». Les Congolais, réduits au rôle d'élèves, sont évalués non selon leurs besoins réels, mais selon leur capacité à exécuter la volonté de l'instructeur.

Ainsi, l'indépendance politique ne rime pas avec autonomie : elle se transforme en une tutelle déguisée, où la Belgique conserve le contrôle des leviers économiques, administratifs et éducatifs.

La colonisation ne se limite pas à une domination politique ou économique. Elle façonne aussi, insidieusement, les esprits. Sans même en avoir conscience,

les anciens colonisés ont intériorisé un schéma de pensée qui les pousse à chercher, systématiquement, l'approbation de l'ancien «maître» pour valider leurs décisions.

Pendant des décennies, le Congolais — comme tant d'autres — a attendu le regard ou le jugement de l'Occident (ou de ses relais locaux) pour légitimer ses actions, ses choix, voire son identité.

Charles de Gaulle avait raison de souligner que sans indépendance économique, il n'y a pas d'indépendance tout court. Mais à cette vérité, il faut en ajouter une autre, plus profonde : sans autonomie de pensée, toute indépendance n'est qu'une illusion. Car tant que persiste cette dépendance mentale, l'asservissement, lui, est garanti.

Dès les premiers jours de l'indépendance, Joseph Kasa-Vubu et les dirigeants de sa génération ont échoué à poser une question fondamentale : comment démanteler les structures coloniales persistantes — économiques, administratives, mentales — pour les remplacer par un modèle sociétal centré sur le développement du peuple?

Ils ont choisi la facilité. Ils ont emprunté, sans critique, le chemin tracé par l'ancien colonisateur. Pire : ils se sont engouffrés dans une «politique» réduite à sa plus triste expression — une lutte acharnée pour

le pouvoir et ses privilèges, où les divisions tribales ont souvent remplacé les débats d'idées, et où les partis politiques n'étaient que des coquilles vides au service d'intérêts personnels.

Dans ce jeu, il y a toujours un «plus malin».

Celui qui, sous couvert de modernité, reproche à Kasa-Vubu son manque de vision globale, et aux politiciens leur incapacité à transcender les clivages ethniques pour bâtir une nation.

Pourtant, ces critiques elles-mêmes masquent une réalité plus sombre : le Congo est déjà passé sous la coupe du capitalisme occidental, qui négocie discrètement avec les successeurs de Kasa-Vubu les termes d'une dépendance renouvelée.

Quand le Mbuta (comme on surnommait Kasa-Vubu) quitte le pouvoir, il laisse derrière lui un pays exsangue. Un peuple affamé, en quête non seulement de pain, mais aussi de dignité. Un peuple qui ignore encore que **seul un système conçu par et pour lui-même** — et non calqué sur des modèles étrangers ou hérités de la colonisation — pourrait un jour répondre à ses aspirations.

Mais pour cela, il aurait fallu oser imaginer l'inédit. Et c'est précisément ce que cette génération n'a pas fait.





En 1965, à seulement 35 ans, Joseph Désiré Mobutu s'empare du pouvoir en République Démocratique du Congo (RDC) par un coup d'État. Symbole de son autorité, la toque de léopard devient l'emblème d'un régime qui entend gouverner le pays comme un roi traditionnel africain, mêlant culte de la personnalité et contrôle absolu.

Mobutu instaure un climat de peur et de vénération, éliminant toute opposition pour s'imposer comme l'unique pilote du «navire congolais».

Autodidacte et stratège, Mobutu comprend que la rupture avec le système colonial ne peut se limiter à une simple destruction : il faut le remplacer par un nouveau modèle.

C'est dans cette optique qu'il publie, en mai 1967, le Manifeste de la N'sele, co-rédigé avec Étienne Tshisekedi, Justin Mbomboko, Singa Udjuu et Paul Kabaidi wa Kabaidi. Ce texte fonde une vision sociétale ambitieuse, où l'indépendance économique est présentée comme la priorité absolue.

Mobutu y affirme sa prise de conscience que l'économie prime sur la politique, et y dénonce la mainmise étrangère sur les ressources du pays.

Le Manifeste pose ainsi un objectif clair : « l'indépendance économique de la RDC par le progrès ». Il est selon les termes du Manifeste le « but essentiel vers lequel tous les efforts de la nation devaient être orientés ».

Pour y parvenir, Mobutu met en place un système fondé sur plusieurs piliers, entre autres :

- L'authenticité : un retour aux valeurs africaines (changement des noms, promotion des cultures locales) pour effacer l'héritage colonial.
- La zaïrianisation (1973–1974) : nationalisation des entreprises étrangères, souvent au profit de ses proches, ce qui affaiblit l'économie tout en renforçant son pouvoir.
- Le parti unique (MPR) : un outil de contrôle politique et social, où l'État et le parti ne font qu'un.

L'ambition d'assurer l'indépendance économique de la République Démocratique du Congo s'est heurtée à trois entraves méthodologiques majeures, qui ont compromis la réalisation de cet objectif pourtant central.

### **1. L'absence de variables structurantes**

Le premier écueil réside dans l'omission des variables essentielles pour atteindre le « but essentiel » d'une autonomie économique. Sans ces éléments clés, le système proposé par le Manifeste de la N' se-  
le était dès le départ incomplet, incapable de soutenir une transformation économique durable.

### **2. La présence de variables contre-productives**

Ensuite, certaines variables intégrées au système,

loin de renforcer sa cohérence, ont produit des effets négatifs. Leur dysfonctionnement a non seulement affaibli la crédibilité du projet, mais aussi aggravé les déséquilibres existants, rendant toute avancée significative impossible.

### **3. Une approche inadaptée à la complexité du défi**

Enfin, et c'est là l'erreur la plus fondamentale, l'indépendance économique ne peut être abordée de manière analytique et fragmentée. La simple énumération d'objectifs ou de décisions stratégiques, aussi précis soient-ils, ne suffit pas. Ce type de problème exige une démarche systémique, capable d'intégrer les multiples dimensions économiques, politiques et sociales en jeu.

Le Manifeste de la N'sele, en se limitant à une liste de mesures et de principes, a sous-estimé la nécessité de structurer les savoirs et les compétences locales. Or, c'est précisément cette structuration qui aurait permis de substituer efficacement le système colonial par un modèle endogène et viable.

En outre, l'approche analytique, déjà utilisée dans le Manifeste de la N'sele, a été réitérée lors de la Conférence Nationale Souveraine. Au cours de ce forum, les défis congolais y ont été découpés en silos, confiés à des commissions thématiques chargées

d'élaborer des solutions pour chaque secteur de la vie nationale. Pourtant, comme pour le Manifeste, le choix des variables et l'absence d'une approche globale ont empêché le pays d'atteindre les objectifs fixés. Pire encore, des facteurs politiques dominants— comme les luttes de pouvoir et les intérêts particuliers — ont paralysé le fonctionnement même du système.

Dans le cas du Manifeste de la N'sele, de nombreuses composantes du système se sont réduites à un amas de concepts disparates, conçus avant tout pour renforcer le culte du président fondateur et consolider son autorité. Plutôt que de servir l'intérêt national, ces variables ont été instrumentalisées à des fins politiques, vidant le projet de sa substance initiale.

Quant à la CNS, censée incarner un nouveau départ, elle s'est transformée en un champ de bataille politique. Les débats y ont dégénéré en une « guerre de tranchées » entre factions rivales, aggravant les divisions et plongeant le peuple congolais dans une précarité accrue. Au lieu de dégager des solutions consensuelles, cet exercice a fragilisé la cohésion nationale et creusé les fractures sociales.

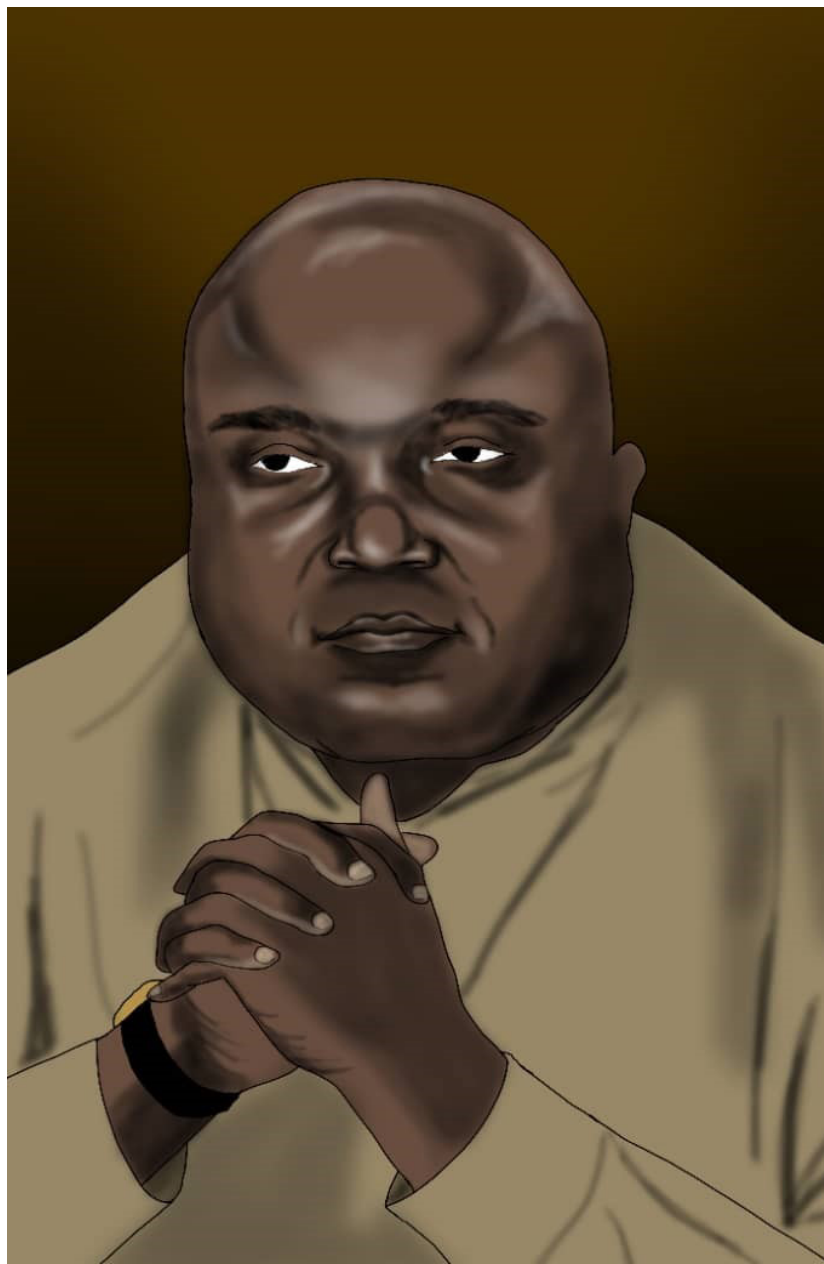
Si le Manifeste de la N'sele a contribué à démanteler le système colonial belge, il n'a pas su le remplacer par un modèle viable. L'incapacité à construire un

cadre institutionnel cohérent a laissé la RDC dans un état d'instabilité chronique. Le pays s'est retrouvé ballotté entre réformes improvisées et influences externes, sans jamais parvenir à stabiliser un système économique ou politique durable.

Résultat : un chaos institutionnel, où les initiatives se succèdent sans vision d'ensemble, et où chaque réforme semble n'être qu'un palliatif temporaire.

C'est le déluge. La corruption s'infiltré, s'enracine, puis gangrène le pays. La société congolaise, rongée de l'intérieur, s'effondre. Même la notion de dignité, ce «**bomoto**» si cher aux Congolais, se dissout dans la précarité. Il ne reste plus qu'une obsession : survivre. Chacun invente ses propres règles, ses propres stratégies, dans un pays où l'État, absent et défaillant, ne propose aucune perspective d'avenir. Le problème hérité de Kasa-Vubu, déjà complexe, s'aggrave encore.

Mobutu, après des décennies de règne, abdique enfin, laissant derrière lui un désordre systémique — ce qu'on appelle aujourd'hui le « chaos zaïrois ». Pourtant, le peuple congolais, sans toujours en avoir conscience, continue d'attendre un miracle, un libérateur providentiel. Il ignore encore que sa véritable rédemption passe par une chose : sa capacité à affronter la complexité de son propre destin.



Le 17 mai 1997, à l'âge de 57 ans, Laurent-Désiré Kabila renverse militairement le maréchal Mobutu. Ce coup d'État bénéficie d'un soutien logistique et financier des pays voisins (notamment le Rwanda et l'Ouganda) ainsi que de multinationales occidentales, intéressées par les richesses minières du pays. En échange, Kabila multiplie les promesses d'ouverture économique et de stabilité politique.

Nationaliste dans l'âme, Laurent-Désiré Kabila s'est affranchi de la tutelle de ses alliés, le Rwanda et l'Ouganda, et n'a pas respecté les engagements qu'il avait pris avec eux. Pour lui, il s'agissait avant tout de servir les intérêts de son peuple et de préserver la souveraineté du Congo. Mzee Kabila s'était juré de ne jamais trahir son pays.

Ses alliés, percevant cette rupture comme une trahison, ont réagi avec violence. Ce fut le début d'une nouvelle guerre, qui a entraîné un cortège de morts, de déplacés et de réfugiés, plongeant la région dans une crise humanitaire sans précédent.

Des vastes portions du territoire congolais sont sous le contrôle de groupes armés et milices, fragmentant ainsi le pays et affaiblissant l'autorité centrale.

Mzee Laurent-Désiré Kabila a dirigé la République Démocratique du Congo dans un contexte d'adversi-



té extrême, qui a finalement conduit à son assassinat en 2001. D'un côté, il devait affronter une multitude de rébellions, souvent soutenues par ses anciens alliés, notamment le Rwanda et l'Ouganda, qui cherchaient à maintenir leur influence sur les ressources naturelles du pays. De l'autre, il héritait d'un État en crise systémique, marqué par des défis économiques, sociaux, culturels et sécuritaires profonds : un héritage désastreux du régime du maréchal Mobutu Sese Seko, caractérisé par une économie en ruine, des institutions affaiblies et une corruption endémique.

Face à ce défi herculéen, Mzee Kabila semble privilégier le traitement des symptômes plutôt que des causes profondes du chaos hérité du Zaïre : l'absence d'un système sociétal structuré capable de soutenir ses réformes. Pour tenter d'y remédier, il met en place des mesures à la fois symboliques et pragmatiques, comme l'instauration du service national, la création de cantines populaires pour lutter contre la famine urbaine, ou encore la mise à disposition de véhicules militaires pour pallier les perturbations des transports en commun, notamment lors des grèves ou des pénuries de carburant. Ces initiatives s'inscrivent dans une logique d'économie planifiée, en adhérant aux principes du Manifeste de la N'Sele, qui prônait un contrôle strict du secteur économique par l'État congolais. Cependant, ces mesures, bien

que populaires, restaient souvent superficielles et ne suffisaient pas à résoudre les dysfonctionnements structurels de l'État, d'autant que leur application se heurtait à la faiblesse des institutions et à la corruption endémique.

Contrairement à Mobutu, qui semblait comprendre, au début de son règne, l'importance d'une approche globale pour résoudre les problèmes du Congo — même s'il peinait à en définir les modalités concrètes, comme en témoignent ses tentatives de structurer des institutions telles que la Banque centrale du Zaïre en 1971 —, Mzee Kabila, lui, paraît dédaigner ce type de réflexion stratégique. Il privilégie plutôt une rhétorique nationaliste, reflétant sa passion sincère pour la nation et son peuple.

Si le nationalisme peut mobiliser les foules et restaurer une certaine fierté collective, il ne suffit pas, à lui seul, à reconstruire un État en crise.

Pourtant, affronter la complexité du chaos hérité du Zaïre ne saurait se limiter à la détermination ou à la ferveur patriotique d'un dirigeant. Il est tout aussi crucial de disposer d'un modèle organisationnel solide, capable de permettre aux millions de Congolaises et Congolais de développer et d'exprimer pleinement leurs compétences et leur potentiel.

Un tel modèle suppose des institutions transparentes, une administration efficace, et des mécanismes de

participation citoyenne, permettant à chaque Congolais de contribuer activement à la reconstruction du pays dans une dynamique collective et unifiée

Dans un contexte où la mondialisation — ou la globalisation — s'impose comme une évidence, Mzee Kabila affirmait avec fermeté que ce phénomène n'apporterait jamais rien de positif aux nations en situation de faiblesse. Pour lui, la priorité absolue était de s'organiser en interne avant de s'ouvrir pleinement au monde. « Nous devons d'abord nous organiser correctement avant de nous ouvrir aux autres », martelait-il sans relâche.

Il était convaincu que le Congolais devait compter sur ses propres forces pour relever ses défis avec dignité, dans un monde dominé par le capitalisme. « Organisez-vous ! », insistait-il, comme un leitmotiv adressé à son peuple.

Aujourd'hui encore, près de vingt-cinq ans après sa disparition, on se souvient de sa voix distinctive et de son accent soigné, qui résonnaient avec autorité à travers les écrans.

Mzee Kabila appelait son peuple vers un avenir qu'il peignait avec difficulté, perdu lui-même dans le tourbillon des crises qui finiraient par l'emporter.

Il nous a quittés sans avoir pu transmettre à son

peuple les clés d'une structuration pourtant essentielle — cette même structuration qu'il exigeait sans cesse.

Peut-être sans en avoir pleinement conscience, il invitait les Congolais à un exercice aussi complexe qu'indispensable : celui d'une démarche à la fois systématique et créative, capable de transformer les défis en opportunités.

Les Belges ont laissé au Congo un système conçu pour l'exploitation coloniale.

À l'indépendance, Joseph Kasa-Vubu n'a pas réussi à démanteler ce modèle, laissant perdurer ses inégalités structurelles.

Mobutu, quant à lui, a détruit ce système sans jamais le remplacer, plongeant le pays dans la fameuse « déluges » — une période de désordre institutionnel et de corruption généralisée.

Avec Laurent-Désiré Kabila, l'espoir d'une refondation sociétale s'est une nouvelle fois effondré. Non seulement il a échoué à mettre en place un cadre politique et social cohérent, mais a surtout laissé un pays fragmenté.



A seulement 29 ans, Joseph Kabila accède à la présidence de la République Démocratique du Congo, dans un contexte marqué par l'assassinat de son père, Laurent-Désiré Kabila. Soutenu par l'Occident, il parvient à réunifier un pays profondément divisé par des conflits internes et l'ingérence de forces militaires étrangères.

Perçu comme un allié stratégique par les puissances occidentales, il est encouragé à libéraliser l'économie congolaise et à privatiser les entreprises publiques. En échange, ces dernières lui promettent des investissements massifs et d'annulation de la dette publique, renforçant ainsi sa légitimité sur la scène internationale

Dans sa gestion du pays, Joseph Kabila semble négliger l'enjeu majeur hérité de ses prédécesseurs: la conception d'un nouveau système sociétal congolais. En s'appuyant sûrement sur les promesses d'aide des pays occidentaux, il répond d'avantage aux exigences des multinationales qu'à la nécessité de construire un modèle autonome et durable pour le Congo.

C'est ainsi qu'il va céder ce que Mobutu avait acquis par la force — avec sa fameuse zaïrianisation — et que Mzee Laurent-Désiré Kabila, surnommé le

« soldat du peuple », avait tenté de préserver par la ruse.

La Gécamines, autrefois qualifiée de « poumon de l'économie zaïroise », comme tant d'autres entreprises publiques du secteur extractif, vestiges du « nationalisme économique zaïrois », sont littéralement démantelées. Elles sont vendues ou cédées à des intérêts étrangers.

Des pans entiers de l'économie congolaise, jadis monopole de l'État, se retrouvent désormais sous le contrôle des entreprises étrangères.

Les portes du pays s'ouvrent en grand à un capitalisme dérégulé, où la souveraineté économique du Congo se voit progressivement diluée.

En même temps, l'État congolais glisse vers un modèle d'État rentier, dépendant presque exclusivement des recettes fiscales prélevées sur les entreprises étrangères.

Dans ce contexte, les entrepreneurs locaux, incapables de rivaliser avec la concurrence agressive des commerçants chinois, indiens, pakistanais et libanais, se voient contraints de fermer boutique. Ces derniers, soutenus par des stratégies économiques et des réseaux financiers solidement ancrés dans leurs pays d'origine, dominent désormais les

marchés congolais.

D' autres part, les pays occidentaux et les institutions internationales multiplient les promesses d' investissements et d' aides financières envers la République Démocratique du Congo. Pourtant, sur le terrain, ces engagements restent trop souvent lettre morte. Les fonds promis par l' Union européenne, les États-Unis ou la Banque mondiale peinent à se concrétiser, laissant la population congolaise plonger dans une précarité toujours plus profonde.

Le peuple congolais étouffe sous le poids d' une économie exsangue et d' un chômage endémique.

Cette situation crée un cercle vicieux : sans investissements durables, les infrastructures se dégradent, l' éducation et la santé s' effondrent, et la jeunesse, privée d' espoir, se tourne vers l' exode ou la délinquance. Pendant ce temps, les ressources naturelles du pays continuent d' être exploitées par des multinationales, souvent avec la complicité des élites locales, sans que les retombées ne profitent à la population.

Sous la présidence de Joseph Kabila, la République Démocratique du Congo (RDC) a longtemps aligné sa politique économique sur les recommandations des partenaires occidentaux. Cependant, face à des



résultats jugés insuffisants, voire décevants, le gouvernement congolais s'est tourné vers la Chine pour conclure des accords d'échange de minerais contre des infrastructures. Ces contrats, souvent présentés comme une solution pour moderniser le pays, ont permis la construction de routes, d'hôpitaux et d'autres équipements publics. Pourtant, malgré ces réalisations, la population congolaise n'a pas bénéficié d'une amélioration significative de ses conditions de vie. Au contraire, la RDC reste classée parmi les quatre pays les plus pauvres du monde, soulignant les limites de ces partenariats et la persistance des inégalités.

Après 18 ans à la tête du pays, Joseph Kabila laisse derrière lui un bilan mitigé. Malgré des défis immenses, une grande partie de la population a ressenti les limites de sa gouvernance : stagnation économique, insécurité persistante (ADF et d'autres groupes armés étrangers et locaux), et promesses non tenues.

Pour beaucoup de Congolais, il est temps de tourner la page et d'envisager un avenir où les attentes en matière de développement, de justice sociale et de stabilité seront enfin prises en compte.

À la veille de son départ du pouvoir, Joseph Kabila livre une déclaration révélatrice, soulevant un pan du

voile sur une prise de conscience tardive de l'enjeu existentiel auquel la République Démocratique du Congo est confrontée depuis des décennies: la construction d'un système sociétal postcolonial. Il exprime un regret poignant, celui de « ne pas être parvenu à transformer l'homme zaïrois en homme congolais ».

Cette déclaration, à nos yeux, constitue un aveu officiel : Kabila reconnaît l'échec de son ambition majeure — remplacer l'héritage chaotique du Zaïre par un ordre nouveau, cohérent et porteur d'identité. En filigrane, ces mots interrogent aussi la responsabilité des dirigeants dans la persistance des dysfonctionnements structurels, hérités de la colonisation et renforcés par les régimes successifs.

La République Démocratique du Congo (RDC) a aujourd'hui un impératif : construire un système intégré capable de garantir à la fois sa prospérité économique, l'épanouissement de son peuple, et une transformation identitaire profonde — celle qui fera passer «l'homme zaïrois» à «l'homme congolais».

Cette métamorphose vise à faire émerger un citoyen, à la fois, acteur et bénéficiaire du développement de son pays, car façonné par des apprentissages adaptés et des outils de socialisation efficaces.



À 55 ans, Félix Tshisekedi est proclamé président de la République Démocratique du Congo, avec une mission claire : vaincre la pauvreté.

Mais derrière cette promesse se dessine une réalité bien plus complexe. Le pays qu'il doit diriger est en effet confronté à des défis structurels majeurs :

- La RDC reste l'un des 4 pays les plus pauvres du monde (Banque mondiale, 2023), un paradoxe saisissant pour une nation regorgeant de richesses naturelles comme le cobalt, le cuivre ou l'or.
- Son économie, extravertie et dépendante, est largement aux mains de capitaux étrangers, laissant peu de retombées pour les Congolais.
- Le chômage des jeunes, massif et endémique, prive une génération entière d'avenir, alimentant frustration et instabilité sociale.
- À l'Est, une guerre latente, malgré les accords de paix, rappelle que la stabilité du pays reste précaire.
- Enfin, la RDC souffre d'un capital humain parmi les moins développés d'Afrique subsaharienne (Banque mondiale), dans un monde où la connaissance est devenue un enjeu stratégique.

Face à ces défis, le Président Tshisekedi n'a pas le choix : il devra réformer en profondeur, mobiliser les énergies locales et renégocier les rapports de

force internationaux s'il veut tenir sa promesse. Son mandat sera un test crucial : la RDC peut-elle enfin transformer ses immenses potentiels en prospérité partagée ?

Face à la complexité des défis de la RDC, le Président Félix Tshisekedi semble privilégier les réparations ponctuelles plutôt qu'une refonte du système chaotique qui structure le pays depuis plus de 60 ans. Il traite les symptômes sans s'attaquer aux causes profondes des dysfonctionnements congolais. En cela, il perpétue une approche déjà critiquée chez ses prédécesseurs, Laurent Kabila et Joseph Kabila :

Premièrement, tout comme Laurent Kabila avant lui, et comme de nombreux opposants actuellement, le président Tshisekedi semble considérer que les défis de la RDC relèvent davantage d'une mauvaise gouvernance que d'un dysfonctionnement systémique. Pour illustrer sa volonté de gouvernance efficace, il s'entoure de collaborateurs compétents et intègres, recrutés parfois à l'international. Il met en place des structures dédiées à la lutte contre la corruption et d'autres anti-valeurs, affichant ainsi une ambition claire : gouverner le Congo mieux que ses prédécesseurs.

Pourtant, ces initiatives se heurtent à un obstacle

majeur : la RDC ne dispose pas d'un système social modélisé sur lequel pourraient s'appuyer ces collaborateurs d'exception. Sans ce cadre, le Président se retrouve dépourvu d'indicateurs de performance pour évaluer l'efficacité de son équipe — ou de sa propre action.

Cette situation rappelle celle d'un homme qui aurait réuni les meilleurs ouvriers du monde sur un chantier... mais sans leur fournir les plans nécessaires pour construire l'édifice attendu.

Par ailleurs, pour contourner les blocages hérités du passé, le Président Tshisekedi mise sur des partenariats étrangers. Une approche qui, si elle permet d'éviter certains écueils locaux, risque aussi d'accroître la dépendance aux acteurs externes — et donc d'affaiblir la souveraineté qu'il cherche à restaurer.

En second lieu, à l'instar de Joseph Kabila et de ses «5 chantiers», le président Tshisekedi semble privilégier la construction d'infrastructures publiques. Pourtant, il ne définit pas clairement le modèle de société que ces infrastructures devraient servir. Cette approche manque de ce que le Manifeste de la N' Sele appelait «le but essentiel vers lequel tous les efforts de la nation doivent être orientés» : une vision unificatrice pour guider l'action publique.

Dans les deux cas, les compétences — qu'elles émanent des collaborateurs du Président ou de nombreux Congolais — et les projets d'infrastructures se distinguent, mais à la manière d'étoiles isolées. Leurs éclats, aussi prometteurs soient-ils, ne suffisent pas à dissiper l'obscurité d'un ciel trop vaste. Il est urgent de créer un cadre pour les unifier et les coordonner. Alors seulement émergera une lumière collective, capable d'éclairer à la fois l'épanouissement des Congolais et le rayonnement du Congo.

Entre temps, la gratuité de l'enseignement est officiellement acquise au niveau primaire ; des hôpitaux, des routes, des écoles et des universités sont construits ici et là; les ministères regorgent de professeurs d'université, en tant que conseillers ou directeurs de cabinet. Pourtant, ces avancées ne se traduisent pas par une amélioration du quotidien. Le Congolais moyen s'appauvrit, et les jeunes, de plus en plus nombreux, restent sans perspective d'avenir dans un pays pourvu de toutes les richesses nécessaires à leur épanouissement. Le paradoxe est cruel : tout semble en place, sauf ce qui compte vraiment.

Au terme de son premier mandat, le président Tshisekedi semble avoir pris conscience de la dépendance économique de son pays et s'en préoccuper davantage : lors du premier conclave du génie

congolais, il a appelé l'intelligentsia à refonder les bases de l'indépendance économique du pays par la science, la technologie et l'innovation.

Cet appel, que l'on peut interpréter comme la volonté du président congolais d'intégrer son pays dans la société de la connaissance, révèle aussi une prise de conscience de deux réalités:

Premièrement, que la prospérité d'une nation et l'épanouissement d'un peuple ne s'obtiennent qu'en osant quitter les sentiers battus et en se réinventant un avenir ambitieux.

En deuxième lieu, que sans l'union des élites intellectuelles et des entrepreneurs congolais autour d'un projet commun d'indépendance économique, la nation restera prisonnière de la dépendance. Et pendant ce temps, les investisseurs étrangers continueront à prospérer tandis que le peuple congolais restera plongé dans la misère.

À l'heure où ces lignes sont écrites, le président Tshisekedi, malgré les agressions extérieures perpétrées par le Rwanda et l'Ouganda, incarne l'espoir d'un renouveau pour la RDC. Il porte en lui la capacité de transformer l'héritage tumultueux du Zaïre en un système porteur de prospérité et de stabilité,



réalisant ainsi le miracle congolais.

Nous sommes convaincus que ni le dialogue politique, ni les débats d'experts ne suffiront à résoudre les défis actuels. La solution passe par un projet de prospective audacieux, alliant créativité, science et innovation technologique pour transformer concrètement la réalité.

Nous mesurons pleinement la complexité de cet exercice. Mais c'est justement cette complexité qui en fait une approche réaliste et profondément innovante, capable de fournir à la RDC ce qui lui a toujours manqué : un système sociétal modélisé et une vision unificatrice pour ses politiques publiques — des fondations essentielles, aujourd'hui absentes, pour les concevoir et les mettre en œuvre avec succès.



## RDC SOCIÉTÉ DE LA CONNAISSANCE

### 1. Contexte

Avec près de 120 millions d'habitants, dont 70 % de jeunes de moins de 25 ans, la RDC reste l'un des pays les plus riches au monde, mais aussi l'un des plus touchés par la précarité.

Les autorités actuelles affichent une volonté, voire une détermination, à inverser le paradoxe congolais: celui d'une nation regorgeant de richesses immenses, mais dont l'écrasante partie de la population croupit

dans la pauvreté.

Le pays mobilise toutes ses forces et sa passion au service de son développement économique et de sa sécurité.

Mais hélas, les actions des gouvernants paraissent s'évanouir dans le vide, privées d'un système social modélisé capable de leur donner une direction et un sens concret vers un but essentiel – et pourtant si nécessaire à définir.

Sur le plan systémique, la République Démocratique du Congo évoque l'image d'un bateau à la dérive. Le pays navigue au gré des réformes, souvent impulsées par des besoins immédiats ou les priorités de ses partenaires étrangers – qu'ils soient bilatéraux (comme la Chine ou l'Union européenne) ou multilatéraux (FMI, Banque mondiale). Cette dépendance, aggravée par [des fragilités internes : absence d'un système social modélisé, économie peu diversifiée], entrave la construction d'une stratégie nationale durable et autonome.

Pourtant, à l'ère de la mondialisation, la connaissance s'impose comme la ressource suprême : celle qui fonde la puissance des Etats, nourrit leurs économies, et garantit leur souveraineté. Dans ce jeu mondial, la République Démocratique du Congo, riche

en matières premières, reste pauvre en maîtrise de ces nouveaux enjeux.

En somme, la RDC ne retrouvera sa place sur la scène internationale qu'en devenant une société de la connaissance. Cela implique de repenser son système éducatif, de valoriser ses compétences locales et de créer des écosystèmes d'innovation.

Notre démarche a pour but de détailler cette stratégie et d'en faire un levier de développement durable pour le pays.

## **2. RDC société de la connaissance**

Selon le penseur Peter Drucker, une société de la connaissance se caractérise par un développement économique fondé sur la production, l'acquisition, la diffusion, l'utilisation et la gestion des connaissances.

Fort de cette définition, nous proposons d'utiliser des outils de prospective pour modéliser une telle société adaptée au contexte de la RDC.

L'enjeu sera d'identifier les sous-systèmes, les variables clés et leurs interactions, afin de concevoir un système sociétal cohérent, orienté vers un objectif commun : accélérer le développement économique du pays.

Il s'agit, de manière concrète, d'identifier et de

mettre en œuvre un portefeuille de projets stratégiques, un agenda de réformes structurelles et des entités dédiées, conçues pour interagir de façon optimale. L'objectif est de créer un écosystème intégré capable de stimuler un développement économique rapide et de garantir une autonomie stratégique à long terme.

### **3. Feuille de route pour une RDC société de la connaissance.**

Pour transformer la RDC en société de la connaissance, notre vision s'articule autour de 4 objectifs majeurs et s'appuie sur une approche intégrée couvrant 5 domaines clé. Il s'agit de :

- - - - -

## CONCLUSION

Le système colonial était un ensemble d'éléments en interaction, conçu pour exploiter les richesses du sol et du sous-sol congolais. Les Belges y ont instauré des institutions, des projets et des règles, organisés de manière holistique pour atteindre cet objectif.

Avec l'indépendance, les Congolais ont hérité d'un défi majeur : inventer un nouveau modèle de société. Pour y parvenir, il leur fallait définir leurs propres priorités et repenser les structures héritées du passé – qu'il s'agisse de les adapter ou de les remplacer – afin de bâtir un avenir conforme à leurs aspirations.

Nous venons de jeter un coup d'oeil sur les différentes tentatives des dirigeants congolais pour appréhender la complexité de la gouvernance et de la construction nationale.

Kasa-Vubu a préféré l'évitement.

Mobutu a osé, mais ses choix ont souvent empiré les choses, laissant un héritage de désordre institutionnel. Laurent-Désiré Kabila, bien que sensible à l'enjeu, n'a pas eu les moyens – ou le temps – de concrétiser ses intentions.

Joseph Kabila a finalement saisi l'importance d'une société structurée, mais seulement à la fin de son règne, rendant ses initiatives tardives et peu transformatrices. Aujourd'hui, Félix Tshisekedi semble tiraillé entre la volonté de changer les choses et l'incapacité à identifier une voie claire pour y parvenir.

Nous avons proposé une piste de solution et esquissé quelques idées, en lançant une réflexion fondée sur une conviction profonde : **le vrai défi de la République Démocratique du Congo réside dans sa capacité à modéliser un système sociétal capable d'intégrer les principaux enjeux du pays et de donner un sens clair à l'action publique.** Ce système devra s'appuyer sur des réformes institutionnelles, une mobilisation citoyenne et des projets concrets, afin de transformer les défis en opportunités.

Un «miracle congolais» reste possible. Il reposera sur l'organisation des plus de 120 millions de Congolais – habitants du pays et membres de la diaspora – en tant qu'acteurs principaux de la puissance et du développement national.

Ce miracle naîtra d'une pensée audacieuse et créative, libérée des schémas traditionnels et ouverte à l'innovation.

Il émergera au sein d'une société en quête d'idées nouvelles, où l'innovation sera non seulement désirée, mais aussi valorisée et célébrée.

Enfin, ce miracle deviendra réalité grâce à l'engagement des femmes et des hommes qui, les mains à l'œuvre et le regard tourné vers l'avenir, puiseront leur inspiration et leur sagesse dans leur foi et leur détermination collective.





*Unir nos talents pour briller encore plus fort*

Juin 2025, Éditions Zawadi/ R&D

Imprimerie Zawadi

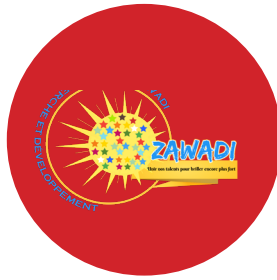
Masina Petro Congo

zawadird@gmail.com

Site Internet [zawadird.com](http://zawadird.com)

Téléphone : + 243 994 994 226

Ce livre a été corrigé avec des outils d'IA pour garantir une qualité linguistique optimale



## **Zawadi R&D ( Recherche et Développement)**

Est un cabinet d'innovation civique que nous définissons comme une organisation privée qui se concentre sur le développement et la mise en œuvre des solutions innovantes pour répondre aux besoins sociaux, économique et environnemental d'une communauté .

### **Notre Mission**

Est d'aider les acteurs publics ( Etats, Collectivités, associations) à penser des solutions innovantes pour l'intérêt général.

Nous les accompagnons dans la conception des solutions innovantes, nous les conseillons sur les meilleures pratiques ainsi que sur la stratégie à suivre pour transformer leurs ambitions en actions concrètes.